

POUR DES SERVICES PUBLICS QUI RÉPONDENT AUX BESOINS, TOUTES ET TOUS EN GRÈVE ET DANS LA RUE LE 9 MAI 2019

Depuis des mois, des salarié-es, des retraité-es, des privé-es d'emploi, des jeunes, se mobilisent sur leurs lieux de travail et dans la rue, tous les samedis, pour exiger la satisfaction de leurs revendications.

Au premier rang de ces revendications figurent l'augmentation des salaires, des retraites et des minima sociaux, une vraie justice fiscale et un véritable accès à des services publics de proximité partout et pour toutes et tous, répondant pleinement aux besoins sociaux.

Refusant de répondre aux exigences qui s'expriment, le Président de la République et ses ministres accélèrent même leur offensive pour livrer aux appétits financiers des grands groupes, toutes les missions de service public jugées juteuses pour les groupes,

comme ils l'ont déjà fait pour la Poste, France-Télécom, EDF/GDF, Air-France et récemment la SNCF.

Plus que jamais, la défense de l'intérêt collectif doit être au cœur du rassemblement des mobilisations des salarié-es, de la population pour défendre et renforcer notre bien commun : une fonction publique et des services publics au service des usager-es, garants d'une réponse à la hauteur des besoins sociaux, en matière de santé, d'éducation, de transports, d'énergie, etc.

Durant toute l'escroquerie du grand débat national, visant à neutraliser et même réprimer les résistances à sa politique de régression sociale, Macron et ses ministres ont multiplié les annonces de destruction de nos droits et conquises sociaux.

Et ce n'est pas le nouvel air de pipeau magistral, joué par Macron, à l'occasion de ses conclusions et propositions dans le cadre de cet enfumage patenté, qui va inverser la situation.

Continuant de refuser de mettre à contribution le patronat et les plus fortuné-es pour répondre aux revendications, il a clairement annoncé qu'il changerait de méthode mais garderait le cap, confirmant toutes les mesures de destruction de notre modèle social.

- Pas d'augmentation du SMIC, des retraites et des minima sociaux
- Pas de rétablissement de l'ISF et maintien des cadeaux sociaux et fiscaux au patronat et aux plus riches.
- Pas de remise en cause de la loi de modernisation de la fonction publique qui constitue un vaste plan de démantèlement complet des services publics par la liquidation du statut de la fonction publique, la suppression massive de postes, le recours généralisé aux contrats précaires, la rémunération au mérite, la suppression des CHSCT.

C'est cohérent avec sa proposition de supprimer l'ENA, puisque si l'on détruit la fonction publique, plus besoin de former des hauts fonctionnaires.

Sa conception de l'accès aux services publics passe par la création dans les 4000 cantons français, de maisons « France services », qui ne seront que l'extension des maisons de services publics.

Aujourd'hui, ces maisons de services au public fonctionnent avec une poignée d'agent-es dont la mission consiste à mettre les usager-es devant un ordinateur pour faire leurs démarches sur internet.

Belle conception du service public, du lien avec les usager-es et de la réponse aux besoins.

IL PRETEND vouloir lutter plus efficacement contre la fraude fiscale **MAIS** il poursuit le démantèlement des finances publiques par la fermeture des trésoreries comme celle de St Aignan et des menaces sur celles de Mondoubleau et Montrichard, un projet de fusion des directions départementale du Loir & Cher et du Loiret, et l'accélération des suppressions de postes.

Les riches fraudeurs peuvent dormir sur leurs deux oreilles.

IL PRETEND qu'il n'y aurait plus de fermetures d'hôpitaux d'ici la fin du quinquennat **MAIS** la loi Buzyn dite « *ma santé 2022* », aggrave le saccage de l'hôpital public sur fond de mise en concurrence exacerbée avec les cliniques privées, prévoyant de nouvelles fermetures de services de maternité, de médecine, d'obstétrique, etc., dans le cadre de la labellisation « *Hôpital de proximité* ».

A l'hôpital de Blois, après avoir fermé des lits à la maternité, vendu la Maison de Retraite Gaston d'Orléans, avec la complicité du Maire de Blois, un mercenaire de l'Agence Régionale de Santé exige la fermeture de 120 lits en contre partie des crédits pour les travaux de rénovation de l'Hôpital.

IL ANNONCE la même chose pour l'école, **MAIS** après ParcoursSup, les réformes des lycées, du BAC, de la voie professionnelle, la loi Blanquer trompeusement nommée « *pour une école de la confiance* », prévoit l'accélération des regroupements de grosses structures d'écoles autour d'un Collège, et, là encore, la mise en concurrence exacerbée avec les écoles privées.

IL PRETEND ramener le taux du chômage à 7 %, **MAIS** sans préciser que cela se fera à grands coups de radiations massives, comme prévue dans la réforme du système d'indemnisation du chômage et par la précarité généralisée.

IL CONFIRME la réforme des retraites et annonce, sans sourciller, le maintien de l'âge de départ à 62 ans, tout en allongeant la durée de cotisation.

Quelle escroquerie intellectuelle quand on sait que, déjà aujourd'hui, de nombreux salariés sont contraints de prolonger leur activité professionnelle au-delà de 62 ans, sous peine de pension de misère en raison du manque de trimestres et de la décote.

Nous restons bien confrontés à une entreprise de démolition globale de tout ce qui influe sur les conditions de vie et de travail des salarié-es et de la population.

Les services publics ont pour mission de satisfaire les besoins collectifs partout et pour toutes et tous, d'assurer la cohésion sociale en protégeant les plus faibles.

Ils doivent être assurés :

- ❖ par une fonction publique à la neutralité indispensable, garantie par le statut et donc, non soumise à des intérêts privés,
- ❖ en garantissant une impartialité de ses agent-es, leur indépendance vis-à-vis des décideurs politiques.

Défendre, renforcer nos services publics nécessite d'amplifier, de rassembler les luttes des personnels et des usager-es pour imposer une autre répartition des richesses créées par le travail, à l'image des 57,4 milliards d'euros de dividendes déversés aux actionnaires du CAC 40 en 2018.

C'est par le développement, le rassemblement de toutes les mobilisations que nous récupérerons les 40 milliards de CICE en 2019, les 200 milliards euros d'exonérations de cotisations sociales, d'aides fiscales diverses et variées, financées par nos impôts ou encore les plus de 100 milliards d'euros d'évasion et de fraude fiscale, pour les consacrer à l'intérêt général, au progrès social.

L'Union Départementale CGT de Loir & Cher appelle, dans l'unité la plus large, toutes et tous les salarié-es du public comme du privé, les retraité-es, les privé-es d'emploi, la jeunesse à agir ensemble, à se mettre en grève, à débrayer ou se mobiliser sous toutes les formes et à manifester.

LE 9 MAI
A 14H30 à Blois devant la Préfecture.

EXIGEONS.

- ✓ La mobilisation des moyens financiers nécessaires pour l'intérêt général, qui nécessite des mesures fortes de justice fiscale et sociale.
- ✓ Le renforcement du statut pour préserver l'indépendance des fonctionnaires et la garantie de leurs droits,
- ✓ Un service public accessible partout et pour toutes et tous qui réponde et s'adapte aux besoins sociaux de toute la population par la création de postes statutaires.
- ✓ Un plan massif de résorption de la précarité.
- ✓ Le maintien des accords locaux concernant le temps de travail.
- ✓ L'augmentation de la valeur du point d'indice et le rattrapage des salaires immédiat à hauteur de 16%.
- ✓ La suppression des primes au mérite et leur intégration dans le salaire.
- ✓ Le maintien des CHSCT et le développement de leurs moyens et prérogatives.
- ✓ Le retrait des projets de loi fonction publique, Blanquer et Buzyn.

Parce que les services publics relèvent de l'intérêt général et sont le bien commun de toutes et tous les salarié-es, toute la population, leur reconquête et leur renforcement nécessitent une bataille interprofessionnelle, comme celle pour l'augmentation des salaires et des retraites ou celle pour le développement de l'emploi stable et qualifié à temps plein.

L'Union Départementale CGT de Loir & Cher appelle l'ensemble des salarié-es, des retraité-es, des privé-es d'emploi, de la jeunesse à se mobiliser et à manifester le 9 mai.

Ensemble, unis, solidaires et déterminés dans l'action, nous allons gagner.